

Viktor Orbán résiste à la Commission européenne au sujet de « l'université Soros »

Le sort du prestigieux établissement, mis en cause par le dirigeant hongrois, est incertain

VIENNE - *correspondant*

Les jours passent et les mauvaises nouvelles qui s'accumulent n'incitent aucunement les étudiants à se chercher une nouvelle colocation pour la rentrée prochaine. Plus que jamais, l'avenir de la plus prestigieuse université de Budapest semble compromis. Jeudi 25 mai, le gouvernement hongrois a indiqué ne pas avoir l'intention d'amender sa loi controversée qui menace de fermeture cet établissement fondé par le milliardaire américain George Soros.

Rien n'a filtré des explications que l'exécutif a envoyées à la Commission européenne le même jour. Cette dernière avait laissé un mois au gouvernement du premier ministre populiste, Viktor Orbán, pour répondre à une série de questions formulées dans une lettre de mise en demeure. Cet échange de courriers constitue la première étape de procédures d'infractions qui peuvent aboutir à des sanctions financières, après une éventuelle condamnation par la Cour de justice européenne.

Le 10 avril, malgré les plus importants défilés jamais organisés depuis le retour au pouvoir de la droite conservatrice en 2010, Budapest a promulgué une loi que l'Université d'Europe centrale (CEU) juge taillée sur mesure pour entraîner sa fermeture. Fondé en 1991 par le milliardaire américain George Soros, bête noire de M. Orbán, le campus anglophone, sur lequel le gouvernement n'a

aucune mainmise, sera privé de licence s'il n'ouvre pas un site dans son pays d'origine.

« Opération ridicule »

Bruxelles estime que cette nouvelle législation bafoue la charte des droits fondamentaux et les traités européens, en particulier concernant la liberté d'enseignement. Le pouvoir en place à Budapest juge pour sa part que la CEU, mise sur pied après la chute du communisme pour promouvoir

les valeurs libérales occidentales et former les élites démocratiques atlantistes de demain, jouit de privilèges lui permettant de concurrencer de manière déloyale les établissements locaux.

« En termes d'analyse juridique, les Hongrois considèrent que les arguments de la Commission ne sont pas solides et sont assez faciles à démonter, commente un diplomate occidental en poste à Budapest. Ils sont très sereins. » D'autant plus qu'Andrew Cuomo, le gouverneur de l'Etat de New York – où est accréditée la CEU –, s'est dit prêt, mercredi, à négocier « sans délai » pour permettre la poursuite des activités de l'université en Hongrie. Cette déclaration va permettre au ministre hongrois de la justice, Laszlo Trocsanyi, de trouver une porte de sortie. Michael Ignatieff, le recteur canadien de « l'université Soros », a salué le geste effectué de l'autre côté de l'Atlantique. Car, jusqu'à présent, la Hongrie exigeait la signature d'un accord bi-

latéral avec le gouvernement fédéral américain, mais celui-ci persiste à se déclarer incompétent.

Reste à savoir quelle stratégie va adopter Viktor Orbán, qui est « largement un électron libre » d'après un autre diplomate, et dont « l'opération ridicule et démesurée par rapport à l'importance de la cible », selon une source proche du dossier, ne vise qu'à « mettre sous tension la société afin de créer une agitation superficielle en vue des élections ».

Les prochaines législatives doivent avoir lieu en 2018 et nombre d'observateurs notent une fatigue des électeurs face à une polémique concernant un secteur, l'enseignement supérieur, qui semble éloigné de leurs préoccupations quotidiennes et dont ils peinent à embrasser les enjeux. Une nouvelle manifestation est prévue dans les jours qui viennent alors que 900 universitaires du monde entier, dont dix-huit Prix Nobel, ont signé une pétition exigeant le retrait de la loi.

Qu'elle ferme ses portes ou qu'elle continue d'avoir pignon sur rue à Budapest, cette voix discordante qu'est la CEU, dans un paysage hongrois dominé par le parti Fidesz du premier ministre autoritaire, en sortira affaiblie. Ses diplômés devront faire avec la notoriété soudaine et pas vraiment positive acquise par leur établissement à cause de cette polémique sur les bords du Danube. Se réclamer d'elle, en tout cas, ne sera plus le meilleur moyen de trouver du travail en Hongrie. ■

BLAISE GAUQUELIN

Un extrémiste britannique expulsé

Budapest a annoncé vendredi 26 mai avoir expulsé l'ancien dirigeant du British National Party (BNP), Nick Griffin. L'ex-député européen avait déclaré en mars avoir trouvé en Hongrie un « *refuge* » contre l'immigration en Europe. Deux mois plus tôt, Viktor Orban avait souhaité la bienvenue aux citoyens européens voulant « *retrouver l'Europe qu'ils ont perdue dans leur propre pays* ». Le premier ministre semble désormais ne pas souhaiter faire de la Hongrie la terre promise de l'extrême droite. Cette semaine, un autre Britannique a lui aussi été frappé d'une interdiction d'entrée: il s'agit de James Dowson, qui gérait depuis Budapest un site Internet ayant propagé de fausses informations à l'encontre d'Hillary Clinton avant la présidentielle américaine.